

2. QUAND VERVIERS SE VOULAIT FRANÇAISE (1980)

En octobre 1980, le mensuel militant La Vesdre – La Loupiotte s'associait à sa façon, dans son 13e n° (qui serait le dernier), au souvenir de la révolution de 1830 en évoquant le mouvement pro-français à Verviers. Je redéveloppai ce thème à la tribune de la Société verviétoise d'archéologie et d'histoire à la demande de mon collègue Jacques Wynants dans une conférence en octobre 2008.

Le 150ème anniversaire de la révolution de 1830 a été l'occasion de quantité de commémorations historico-patriotardes. *Le Jour* a publié un long récit de la révolution à Verviers. Nous ne reviendrons pas sur le sujet. En tous cas pas sur les événements de septembre. Au cours de ceux-ci, selon les "belgicains", nos ancêtres se seraient soulevés pour fonder dans l'enthousiasme une nation nouvelle, la Belgique. La vérité est un peu plus complexe et, à Verviers en tout cas, toute autre. Il suffit de lire attentivement la presse locale de l'époque pour s'en rendre compte. Cette presse se résume alors à un seul organe, le *Journal de Verviers* de tendance libérale; il reflète incontestablement à ce moment l'opinion de la majorité des Verviétois ayant alors voix au chapitre.

Or, qu'en ressort-il? Que cette majorité, en 1830-1831, ne veut pas d'une Belgique indépendante et souhaite au contraire le rattachement de celle-ci ou au moins de la Wallonie à la France. C'est ce que l'on a appelé le "parti français" : il fut particulièrement précoce, important et durable dans notre région. On peut même dire qu'il caractérise Verviers en 1830-1831. Le phénomène a été étudié par plusieurs historiens; des ouvrages parus en 1948, 1965, 1978 en ont parlé. Il est regrettable, mais aisément compréhensible, qu'il ait été quasi passé sans silence dans les articles publiés un peu partout ces dernières semaines. "La Vesdre" contribuera donc au 150ème anniversaire en rappelant cet aspect des choses. Je ne parlerai guère que du *Journal de Verviers* : à travers lui, c'est vraiment l'opinion verviétoise qui s'exprime à cette époque.

Bref rappel des faits : révolution fin septembre et formation d'un gouvernement provisoire à Bruxelles, proclamation de l'indépendance de la Belgique le 4 octobre, élection d'un "Congrès National" le 3 novembre, qui devra décider du sort futur du pays. Dès le 23 octobre 1830, le *Journal de Verviers* avait pris position à cet égard en énonçant le but espéré par les Verviétois : réunion à la France. Fin octobre et jusqu'à la mi-novembre, il publie une série d'articles où il développe les motifs et les avantages de l'opinion qu'il préconise. La base de son argumentation - par ailleurs aussi un peu "sentimentale" - est d'ordre économique: un Etat belge, dans ses limites restreintes, n'est pas viable; les industries, privées de débouchés, périliteront et la population souffrira. Le commerce étant "l'âme et le soutien d'un Etat", ses intérêts devraient être prioritaires. Or la France procurera, outre toutes les libertés désirées, des avantages inégalables pour le commerce et l'industrie. Le *Journal* est persuadé que quelle que soit la Constitution adoptée par le Congrès national, la Belgique n'aura guère le temps d'en jouir puisque son commerce et son industrie, "bases réelles de la stabilité d'un Etat", seront anéantis si la «clique des accapareurs de place» persiste à tenter d'empêcher la réunion à la France, qu'il estime aussi être le seul moyen de protéger les libertés nouvellement conquises.

Au début, le *Journal de Verviers* est presque isolé : nulle part ailleurs, le mouvement réunionniste n'a osé s'affirmer avec tant de force si tôt; les autres villes sont plus hésitantes. Progressivement, le "parti français" gagnera du terrain dans le sud du pays, à Liège notamment. Quant au *Journal de Verviers*, il aura des paroles de plus en plus acerbes pour les partisans d'une Belgique indépendante; il les accuse de sacrifier l'intérêt public à une chimère dont ils seraient les seuls bénéficiaires, pouvant satisfaire leur soif d'emplois et d'honneurs. En novembre 1830, la rédaction du journal verviétois est en parfaite intelligence avec les autorités locales et les représentants verviétois. Le Conseil Communal avait proclamé dès octobre la publicité de ses séances, et les Conseillers avaient renoncé à leur traitement (eh oui) : il s'agissait de deux vieilles revendications du *Journal*. Le 14 novembre, ce dernier s'était prononcé pour une république belge (en attendant la réunion); le 19, au Congrès, les députés verviétois avaient voté en ce sens. De même, en décembre, ils votèrent - comme le souhaitait le journal - contre la création d'un Sénat ("institution antipopulaire"). A cette époque, le journal lança une pétition au Congrès en faveur de la réunion à la France : ce fut un succès indéniable à Verviers. La campagne profrançaise se poursuivit en 1831 avec autant d'ardeur; le 31 mars, le *Journal* écrivait : voici, nous sommes tous Français !

De fin avril à début juin 1831, le *Journal de Verviers* (comme toute la presse réunionniste wallonne) combattit l'élection de Léopold de Saxe-Cobourg comme roi des Belges. C'est au moment où l'adoption de Léopold semble certaine qu'un journal liégeois développa un thème séparatiste (en mai); le *Journal de Verviers* (qui, semble-t-il, y avait songé dès octobre 1830) reprit aussitôt cette "heureuse" idée: la province de Liège pourrait revendiquer son ancienne indépendance pour en disposer ensuite à sa guise. Mais le projet resta sans suite. Il en fut de même de celui du bourgmestre de Verviers Pierre David qui, en juin 1831, envisagea très sérieusement de soulever les masses ouvrières en faveur de la France: il devait se mettre à la tête des ouvriers de Verviers, marcher sur Liège, et ainsi entraîner les autres villes wallonnes. Mais ce "complot réunionniste" ne fut pas mis à exécution. Ce projet témoigne cependant de la confiance mise par les activistes réunionnistes dans la population ouvrière : les sentiments francophiles existaient effectivement dans les masses populaires.

La nouvelle de l'élection de Léopold au trône de Belgique fut accueillie avec indignation et dépit par le *Journal de Verviers*, qui persistait à croire la réunion à la France inévitable. En septembre 1831, il rappelle encore que "c'est pour la France et rien que pour la France que le pays wallon s'est soulevé". Et ce n'est que le 24 novembre, un mois après la visite du premier roi des Belges à Verviers, qu'il admet que la révolution est achevée: "révolution inutile et sans dignité", écrit-il alors. Enfin, en janvier 1832, la feuille - toujours seul organe de presse local - publie une longue lettre ouverte au Roi dont la pensée-mère est claire: "la fusion de la Belgique avec la France peut encore être longtemps retardée, mais nulle puissance humaine ne peut l'empêcher". L'auteur de l'article donne ensuite quelques conseils au souverain pour que sa "royauté d'intérim" soit bénéfique.

En mars et en juillet 1832 (près de deux ans après la révolution !), le journal trouvera encore l'occasion de se dire toujours convaincu de l'inéluctabilité de la réunion. Ce furent les dernières manifestations de cet esprit réunionniste qui l'avait caractérisé si longtemps. Avouez que l'on est loin de l'image d'Epinal d'un peuple uni par un sentiment "national belge" et créant dans l'enthousiasme une Belgique indépendante ... Personnellement, je trouvais cette page de notre histoire locale digne d'être rappelée, ne fût-ce que par égard pour la vérité.